

**ARRÊTÉ n° 23-2021-05-31-00004 du 31 mai 2021**  
fixant le nombre minimum et maximum d'animaux soumis à plan de chasse  
à prélever pour la campagne cynégétique 2021-2022

**La Préfète de la Creuse,**

**Vu** le code de l'environnement parties législative et réglementaire et notamment l'article R. 425-2 ;  
**Vu** la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;  
**Vu** la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement ;  
**Vu** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;  
**Vu** la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, et notamment son article 2 qui proroge l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2021 inclus ;  
**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
**Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;  
**Vu** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, et notamment son article 4 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;  
**Vu** l'avis du 27 avril 2021 rendu par la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage ;  
**Vu** l'avis du 29 avril 2021 émis par la Fédération départementale des chasseurs de la Creuse ;  
**Vu** la mise en ligne du projet d'arrêté le 4 mai 2021 en vue de la participation du public en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement ;  
**Sur proposition de M. le Directeur départemental des territoires ;**

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sur l'ensemble des territoires de chasse du département, hors enclos au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement et parcs de chasse, le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever soumis au plan de chasse pour la campagne 2021-2022 est arrêté comme suit :

Espèces	Cerf élaphe	Cerf sika	Chevreuil	Daim	Mouflon méditerranéen
Minimum	690	0	6600	0	0
Maximum	1150	10	11000	30	10

**Article 2 :** La règle départementale correspondant à l'application du minimum fixée à 60 % pour les espèces cerfs élaphe et chevreuils sera déclinée dans les mêmes proportions au niveau des attributaires individuels. Cependant, les demandeurs disposant d'une faible attribution bénéficieront d'un régime dérogatoire conforme aux modalités suivantes :

- 1 attribution : minimum 0.
- 2 attributions : minimum 0.
- 3 attributions : minimum 1.

**Article 3 :** Il est expressément précisé que les décisions de gestion applicables à l'espèce cerf élaphe ne concernent pas les animaux qui se seraient échappés d'un élevage, d'un parc de chasse ou d'un enclos cynégétique au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté pourra être déposé au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication. Ce recours peut être formulé via le télérecours citoyen (à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à la Préfète de la Creuse. Dans ce cas, un recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emportant son rejet implicite).

**Article 5 :** M. le Secrétaire général de la préfecture de la Creuse, M. le Sous-préfet d'Aubusson, M. le Directeur départemental des territoires de la Creuse, M. le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Creuse, M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Creuse, M. le Chef du service départemental de la Creuse de l'Office français de la biodiversité et M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs de la Creuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Creuse et affiché dans toutes les communes par les soins de M<sup>mes</sup> et MM. les Maires.

Fait à Guéret, le **31 MAI 2021**

La Préfète,

Virginie BARPHEUILLE

